

Orléans, le 12 octobre 2018.



Fédération Syndicale Unitaire - Université d'Orléans
Bureau 203 - bâtiment de Physique-Chimie

Communiqué de presse

Université d'Orléans : la pire rentrée depuis 10 ans !

Au terme de cette rentrée, le nombre total d'étudiants inscrits à l'université d'Orléans s'est accru de 5%, avec une forte augmentation de 400 étudiants (+11%) en première année de Licence.

Cet afflux nouveau, supérieur à l'accroissement attendu du nombre de bacheliers, devrait être une bonne nouvelle pour notre territoire, pour la diffusion des savoirs et pour l'élévation du niveau des connaissances dans un monde globalisé soumis à des mutations accélérées. **Malheureusement, l'asphyxie budgétaire et la désorganisation administrative de l'établissement ne permettent plus d'accueillir les nouveaux étudiants dans de bonnes conditions.**

38 postes d'enseignants et d'enseignants-chercheurs gelés malgré la croissance de la démographie étudiante !

Ainsi, malgré l'avis défavorable du Comité technique et de fortes réticences au sein du Conseil d'Administration et du Conseil académique, l'équipe présidentielle a décidé de ne pas pourvoir à la rentrée prochaine 12 postes vacants de Professeurs (PU), 11 postes de Maîtres de Conférence (MCF) et 15 postes de Certifiés ou d'Agrégés. De même, au moins une vingtaine de supports de personnels administratifs et techniques (BIATOSS) est gelée.

Pourtant, amphithéâtres et TD surchargés se multiplient malgré les injonctions officielles au « compactage » des maquettes pédagogiques et à l'impossible diminution des heures d'enseignement. Alors que l'université pourrait atteindre les 19 000 étudiants, la poursuite de l'austérité hypothèque la réussite étudiante et porte gravement atteinte aux missions de l'établissement en matière de recherche comme de formation. **Aujourd'hui, l'université d'Orléans ne peut plus faire face aux terribles conséquences de l'insuffisance des dotations ministérielles et de la scandaleuse dérive de sa gestion sous la précédente gouvernance.**

Des capacités de Recherche dangereusement malmenées.

S'ajoutant au déficit de 12 postes de chercheurs à temps complet et à la réduction des crédits récurrents, l'alourdissement des missions d'enseignement et des tâches administratives fragilise les capacités de recherche de l'établissement au moment où le CNRS vient de faire part de sa volonté de se désengager du site d'Orléans.

L'université d'Orléans n'a pas trop de sites ou d'étudiants, mais trop peu de moyens humains et financiers.

Pour la FSU, ce n'est pas aux étudiants et aux personnels de « payer l'addition » des années Touré et de la loi sur la prétendue autonomie des universités (LRU). Hier, aveugles face à la dérive budgétaire et aujourd'hui, muets, le ministère et le rectorat d'académie doivent enfin assumer leurs responsabilités dans cette rentrée si difficile.

La gouvernance actuelle semble dépassée et la dégradation des conditions de travail des enseignants comme des personnels administratifs et techniques a atteint son seuil d'insoutenabilité. Face aux situations de lassitude et de mal-être, y compris dans l'encadrement, il y a urgence à rétablir un fonctionnement normal de l'établissement, respectueux des personnels comme des étudiants et qui redonne sens à nos missions de service public.

Pour la FSU, le besoin de formation, les exigences de la recherche et les défaillances passées du contrôle des tutelles imposent le déblocage immédiat d'une aide budgétaire ministérielle supplémentaire.

C'est le devenir des étudiants et l'existence même de notre université qui sont aujourd'hui en jeu !

- *Contact Presse : alexis.boche@univ-orleans.fr et gabriel.bergounioux@univ-orleans.fr*